

L'EUROPE, HISTOIRE D'UNE IDÉE

Stelio Farandjis, Émeric Bréhier

10/04/2019

À quelques encablures des élections européennes du 26 mai prochain, la Fondation Jean-Jaurès a souhaité publier une intervention de Stelio Farandjis, qu'il a prononcée lors du colloque « L'Europe de la Paix », à Verdun, le 13 novembre 2009. Émeric Bréhier, directeur de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation, revient en préambule sur la pertinence de cette réflexion dans la perspective de débats plus contemporains.

Préambule, par Émeric Bréhier

Pour les plus jeunes d'entre nous, le nom de Stelio Farandjis ne dira pas grand-chose. Il fut pourtant l'un des artisans de la bataille politique menée par François Mitterrand tout au long des années 1960 et 1970. Universitaire reconnu, Stelio Farandjis fut l'un des principaux dirigeants du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP), membre dès sa fondation de la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand, et créateur du groupe de réflexion Démocratie et université où l'on retrouva nombre de futurs proches du président de la République : Jean-Claude Colliard, Jean-Paul Bachy, mais aussi Gérard Collomb, Michel Berson ou Jacques Guyard. Aujourd'hui inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale, il fut à l'origine de la mise en place du Haut Conseil de la francophonie en 1983 dont il assuma le secrétariat général. Infatigable militant du Parti socialiste à Paris, puis dans ses terres de conquête que furent les villes nouvelles, je l'ai croisé plus d'une fois lors de batailles électorales à Lognes, près de la boulangerie du Cours du Lac dans cette ville qu'il affectionne tout particulièrement.

Doté d'une culture phénoménale, Stelio Farandjis nous livre dans ce texte prononcé à Verdun il y a près de dix ans une réflexion empreinte d'une douceur toute philosophique et historique sur les origines de ce qu'est aujourd'hui notre Europe. Évidence pour beaucoup d'entre nous, celle-ci n'en demeure pas moins le fruit d'une évolution profonde à la fois philosophique et géopolitique : « L'affirmation de l'idée européenne et de l'unité européenne au cours de l'histoire, et surtout depuis le XVIII^e siècle, ont plus tenu au domaine des valeurs et de la culture qu'à celui de la géographie ou de la construction politique », nous rappelle-t-il avec finesse et justesse. Il y insiste avec raison sur son extrême fragilité et dans le même temps sur son indéniable nécessité. Plus que jamais, ce texte est un appel à la mobilisation en faveur d'un devenir commun de peuples et d'États-

Nations qui, au-delà de leurs différences, ont en commun non pas seulement un passé fait de guerres et de sang mais surtout de valeurs démocratiques et de progrès économiques et sociaux. À l'heure où celles-ci et ceux-ci sont mis à mal par la montée de forces d'exclusion et de repli sur soi, redécouvrir ce qui fut un long processus, non pas d'unification, mais bien de congruence, est absolument nécessaire. Et à Stelio Farandjis de nous rappeler avec force cette réalité : « le rejet des prétentions impériales en son sein et dans le monde, le dépassement des États-Nations sans leur abolition, constituent aujourd'hui le trait majeur de l'idée européenne, dans toute son originalité et dans toute sa fragilité aussi ».

L'Europe, histoire d'une idée (génétique de l'idée européenne), par Stelio Farandjis

« Quand tu hésites sur le chemin à emprunter, regarde d'où tu viens », dit un proverbe sénégalais.

Pour bien comprendre le présent et éclairer l'avenir, il est bon de connaître le passé, la génétique des réalités et des idées qui nous semblent familières et qui souvent nous hantent ; il ne s'agit pas de fétichiser le passé mais de prendre une distance critique par rapport à l'immédiateté des choses. Un ami et poète québécois me disait un jour : « Nous avons deux ennemis : les médias et l'immédiat ».

Resituer les faits et les concepts dans leur dynamisme historique est une exigence salubre qui doit s'appliquer en particulier aux mots eux-mêmes ; et à cet égard je serai toujours reconnaissant au professeur Alphonse Duprout, un maître en Sorbonne, dont je fus l'étudiant puis le collaborateur de m'avoir initié à la lumineuse discipline de la sémantique historique. Il est souhaitable de s'interroger en permanence sur le cheminement des mots depuis leur racine étymologique jusqu'à leur emploi contemporain ; la polysémie, les confusions sémantiques (parfois malignement entretenues), les enrichissements liés à des créations, des mutations, ou à des évolutions historiques chargent les mots d'acceptions qu'il convient de démêler surtout quand ils s'appliquent à des concepts, des notions, des idées-forces qui structurent nos paysages mentaux et nos univers idéologiques ou à des domaines frontières entre le monde des idées et celui des sentiments et des passions qui dominent nos psychologies collectives. Nous avons un bel exemple avec le mot « Europe » ; mot qui peut flotter comme un drapeau mais qui peut aussi être obscurci par des contradictions, des ambiguïtés, ou par des ignorances tout simplement. L'association d'« Europe » et de « paix » elle-même peut bénéficier d'un retour sur la génétique historique de la notion d'Europe.

Depuis la nymphe Europe, enlevée d'Asie par Zeus déguisé en taureau, jusqu'aux élections européennes de juin 2009, le mot « Europe » a été tour à tour une notion légendaire, géographique, politique, idéologique. Si le mot existe et est attesté dans le haut Moyen Âge, il est alors bien rarement utilisé, beaucoup moins qu'« Occident » qui désigne la partie occidentale depuis notamment la division successorale opérée par l'Empereur romain Théodose en 395. Jusqu'à la fin du Moyen Âge le mot familier et évocateur qui désigne un ensemble géopolitique et géoculturel inscrit dans l'imaginaire collectif est « chrétienté », même si le thème et le souvenir de l'unité impériale romaine restent longtemps prégnants. Le terme qui a le plus d'impact, de signification, de valeur symbolique pour les masses dès lors qu'il s'agit de se définir identitairement et collectivement est celui de « chrétienté » plus que celui d'« Europe », utilisé par certains clercs érudits.

C'est au milieu du XVII^e siècle seulement que le mot « Europe » l'emporte en fréquence d'usage sur le mot « chrétienté ». Dans le même temps, en Europe occidentale, le rêve impérial (héritage romain porté par des souverains germaniques) d'une part, et le fort sentiment d'appartenance à la chrétienté (ensemble communautaire façonné par la foi chrétienne, l'omniprésence de l'Église et l'autorité papale, transcendant les frontières et les réalités politiques) d'autre part, vont se briser définitivement avec la consécration de l'autonomie du pouvoir politique face à l'autorité cléricale, et avec la diversité religieuse lors des traités de Westphalie en 1648. Les prétentions à l'hégémonie universelle de la maison de Habsbourg s'achèvent (même si la branche autrichienne conserve le titre impérial romain germanique jusqu'à la Révolution française). Désormais l'équilibre entre États européens souverains s'impose dans une conception laïcisée des relations internationales où s'affirme la pure raison d'État. Richelieu entrant au conseil du roi en 1624 parle encore de « chrétienté », en 1700 Louis XIV ne se réfère qu'à l'Europe en acceptant le testament espagnol. La conception horizontale européenne a déclassé la conception verticale de la chrétienté et de l'Empire.

La surpuissance de Louis XIV, entre 1665 et 1685, a failli rompre cet équilibre européen. Il sera rétabli après les défaites françaises des dernières années du XVII^e et des premières années du XVIII^e siècle. Après les traités d'Utrecht (1713) et de Rastatt (1714), l'équilibre devient constitutif de l'Europe moderne. La défaite des Turcs face à Vienne en 1683 et le refoulement dans les Balkans que leur imposent les Autrichiens dans les deux premières décennies du XVIII^e siècle achèveront de désactiver la notion de chrétienté au profit d'une Europe où se font équilibre essentiellement cinq puissances : la France, l'Angleterre et l'Autriche, rejointes par deux puissances récemment grandies, la Prusse et la Russie. Si l'Angleterre conquiert l'hégémonie maritime mondiale dans les années 1760, la France reste une grande puissance économique, démographique et militaire ; augmentée de la Lorraine en 1766 et de la Corse en 1768, auréolée par un prestige culturel

paneuropéen et aussi par les victoires de la guerre d'indépendance américaine qui prend fin avec le traité de Versailles en 1783. Quant à l'Autriche, la Russie et la Prusse, elles finiront par se partager toute la Pologne.

Le refoulement des « Infidèles » aux confins sud-est du continent européen n'est pas le seul facteur de déclin de la notion de chrétienté au profit de celle de l'Europe. Le recul de l'ultramontanisme au profit du gallicanisme ou de semblables tendances en Europe accélèrent la laïcisation de cette Europe moderne, libérée aussi de l'imitation des Anciens dans le domaine intellectuel. Ajoutons à cela l'impact sur les esprits des grandes découvertes et de la colonisation européenne en Amérique, en Afrique et en Asie entre le XV^e siècle et le XVIII^e siècle.

L'« européanité » désormais élargie vers l'est grâce à l'audace de Pierre le Grand (1689-1725) s'affirme au contact des ethnies et des sociétés d'Outre-Mer. En premier lieu, les Européens prennent conscience de la pluralité des mondes et des peuples, au-delà des représentations traditionnelles de l'Autre : infidèles, schismatiques ou hérétiques. Puis ils prennent conscience de leur supériorité technique et militaire ainsi que de leur degré d'avancement « civilisationnel » ; c'est d'ailleurs dans ce contexte que jaillit une idée nouvelle, sociologique, historique et qualitative : celle de « civilisation », en anglais et en français, autour de 1750. En cette même année, l'Académie des sciences de Paris lance une réflexion sur la spécificité européenne pour finir par privilégier le facteur du changement perpétuel et du progrès à l'opposé de l'immobilité et de la fixité qui caractériseraient les autres mondes (comme l'Asie en particulier), et c'est justement dans les années 1750-1755 que surgit la notion de « perfectibilité ».

Les trois significations de l'Europe, géographique, politique et culturelle, vont au cours du XVIII^e siècle coïncider de plus en plus dans les discours et les esprits. Après l'Europe des humanistes du XVI^e siècle symbolisé par Érasme, et la République des lettres du XVII^e siècle, s'affirme l'Europe des Lumières avec ses écrivains, ses philosophes et tous ceux qui combattent pour l'émancipation des hommes et des sociétés. Le mot « idéologie » sortira en 1796, deux ans après la mort de Condorcet, théoricien du progressisme humaniste global. Au siècle des Lumières, une unité mentale collective façonne l'Europe autour des idées de politesse des mœurs, d'humanisation des pratiques judiciaires, de tolérance religieuse, de progrès scientifique, de bonheur et d'art de vivre, d'éducation généralisée, de lutte contre l'arbitraire.

Non seulement la recherche de la liberté est au cœur de la nouvelle mentalité, mais le droit au bonheur s'affirme comme le but des sociétés humaines comme il est indiqué dans le préambule de la Déclaration des droits de l'homme en 1789. La culture, qu'elle soit scientifique, littéraire ou artistique, doit désormais illuminer la vie et émanciper le plus grand nombre. Pour Condorcet, par exemple, « la culture est ce qui embellit la vie de l'homme et lui procure des plaisirs toujours purs

dont la jouissance s'accroît à mesure qu'elle se partage ». Si beaucoup de ces penseurs restent chrétiens, la vie intellectuelle ne prend plus sa source dans la religion et ne requiert plus la légitimité auprès de l'Église, les Lumières avec leur pluriel marquent une laïcisation fondamentale des esprits par rapport à la singularité de la lumière ; les Lumières nous font entrer dans un monde exclusivement humain. Chez Descartes, ce mot est déjà utilisé pour désigner « le raisonnement naturel de l'homme » face à l'autorité surnaturelle. Le mot « lumière » va connaître une immense fortune jusqu'à devenir le panonceau affiché du XVIII^e siècle.

« Qu'est-ce que les Lumières ? », s'interroge Emmanuel Kant dans ses réflexions sur la philosophie de l'histoire, et il répond : « la sortie de l'homme de sa minorité dont il est lui-même responsable », et le philosophe de poursuivre en clamant : « *Sapere aude !* Aie le courage de te servir de ton propre entendement. Voilà la devise des Lumières. » Désormais, l'esprit critique est appliqué à toutes les valeurs traditionnelles, à toutes les situations sociales, culturelles et politiques. Les écrivains ne se contentent plus de simples analyses psychologiques mais veulent faire triompher la liberté et faire avancer la société vers plus de justice, servir la cause de l'humanité par leur combat intellectuel ; « J'écris pour agir », affirmera Voltaire. Dans leur volonté d'émancipation, les Lumières clament leur autogenèse. « Nous sommes des enfants sans mère », dira Montesquieu.

Cette Europe des Lumières s'étend désormais vers l'est avec Pierre le Grand et Catherine II, au moment même où le concept géographique devient plus englobant. C'est au XVIII^e siècle qu'un historien et géographe russe, Vassili Nikititch Tatitchchev, tracera la ligne de partage entre l'Europe et l'Asie : l'Oural. Cette référence servira plus tard au général de Gaulle, même si la construction politique européenne contemporaine exclut la Russie, à l'exception du projet de confédération européenne défendu par Mikhaïl Gorbatchev et François Mitterrand.

La notion d'Europe prend un sens fort dans les consciences tout au long du XVIII^e siècle, en étroite liaison avec celle des Lumières, au cœur de la genèse européenne ; et la nouvelle dynamique collective a un nom : l'opinion européenne, force qui s'est faite elle-même, force transfrontalière, qui a rendu possible l'explosion des Lumières et qui assure leur efficacité. Voltaire, par exemple, dans son combat constant et acharné contre le fanatisme et l'intolérance joue de cette puissance spirituelle neuve. Dans la montée de l'affaire Calas – Jean Calas étant un citoyen protestant de Toulouse condamné à mort (et à tort) pour avoir tué son fils désireux de se convertir au catholicisme, et qui fut roué, brûlé, étranglé –, Voltaire lance au cours de l'année 1762 une souscription en Angleterre, quête auprès des souverains, ameute tout son réseau de correspondants en Europe et souhaite que « les gens puissent entendre ce que l'on dit d'eux en voyageant dans toute l'Europe ». L'opinion européenne devient une force active, une puissance normative, une instance de référence. Dans l'affaire Sirven (1764-1771), il alerta l'impératrice de

Russie, le roi de Saxe Gotha, la princesse de Darmstadt, la République de Berne et tout ce que l'Europe compte de Lumières. Sa correspondance prodigieuse est à la fois témoin et facteur d'une conscience européenne agissante, véritable royaume immatériel. Ainsi, les philosophes conquièrent ce qu'Antonio Gramsci, admirateur du XVIII^e siècle, appellera « l'hégémonie idéologique », grâce à une subversion des esprits intelligente, habile et efficace. Les Lumières sont constitutives de l'Europe moderne au moment même où celle-ci affirme une exceptionnelle énergie créatrice et acquiert la maîtrise du monde. Les Lumières sont la prise de conscience glorieuse d'un ordre du monde nouveau, laïque et désacralisé. La modernité du salut, devenu salut public, est portée par toute une société civile, qui monte en puissance même si elle n'est pas dépourvue d'ambivalence car aristocratique et bourgeoise à la fois.

Par ailleurs, il convient de souligner que si modernité, unité, européenité vont de pair, l'espace géopolitique concerné est celui d'une extraordinaire diversité, éclatante depuis que chrétienté et empire ont laissé la place à une pluralité d'États, que le lien de la latinité s'est desserré au profit des langues et des cultures nationales, que la division entre catholiques, luthériens, calvinistes et orthodoxes a laissé la place au déisme, voire à la libre conscience.

Cette alliance dialectique, et qui implique tension et contradictions, entre l'unité et la diversité est la marque distinctive de l'Europe moderne en tant que création historique et elle est devenue aussi la devise même de l'Union européenne, ce qui exprime un idéal et un projet autant qu'une définition identitaire. Il y a quelques décennies, le philosophe Gaston Berger s'exclamait : « Europe ! Garde-toi d'une unité trop parfaite ! » ; l'écrivain Alberto Moravia voyait, quant à lui, dans « la pluralité, la merveille de l'Europe ».

L'affirmation de l'idée européenne et de l'unité européenne au cours de l'histoire, et surtout depuis le XVIII^e siècle, ont plus tenu au domaine des valeurs et de la culture qu'à celui de la géographie ou de la construction politique. De fait, la surgie d'une conscience européenne est liée à l'unification des mentalités (ou à tout le moins des discours), et au sentiment de proximité et d'appartenance commune à un univers exceptionnel où les idées nouvelles se développent, où une particulière vitalité culturelle et scientifique se fait jour, où des formes et des forces neuves de sociabilité entretiennent une dynamique collective puissante.

Pour parler comme certains auteurs du XX^e siècle, une véritable « noosphère » européenne s'est créée au XVIII^e siècle et elle englobe à la fin du siècle les nouveaux États-Unis d'Amérique. L'unification de l'Europe par les Lumières est facilitée par le fait qu'à cette époque l'on circule aisément à travers les frontières. Le philosophe et homme politique anglais Edmund Burke (1728-1797) affirme qu'« aucun Européen ne peut être exilé complètement dans quelque partie de

l'Europe que ce soit ». Voltaire, dans *Siècle de Louis XIV* (1751), définit l'Europe comme « une espèce de grande république partagée en plusieurs États [...] mais tous correspondants les uns avec les autres, tous ayant les mêmes principes de droit public, inconnus des autres parties de monde ». Rousseau, pour sa part, dans *Gouvernement de la Pologne* (1772) écrit : « Il n'y a plus aujourd'hui de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais mêmes, il n'y a plus que des Européens. Tous ont les mêmes goûts, les mêmes passions, les mêmes mœurs. »

Certes, il y eut des guerres en Europe au XVIII^e siècle (guerre de succession d'Autriche de 1740 à 1748 et guerre de Sept Ans de 1756 à 1763, notamment), mais elles furent moins sanglantes que les guerres précédentes (et que les guerres postérieures contrairement au rêve des philosophes). Louis XV refusant toutes conquêtes lors du traité d'Aix-la-Chapelle en 1748 fit dire à une dame des Halles qui se disputait avec une collègue : « Tu es bête comme la paix » ; il est vrai que le roi, au soir de la grande victoire de Fontenoy en 1745, avait dit au dauphin : « Voyez ce que coûte une victoire. Le sang de nos ennemis est toujours le sang des hommes. La vraie gloire c'est de l'épargner. » Là se trouve une bascule historique fondamentale, la recherche du plaisir, du bonheur, du bien public tendent à l'emporter dans l'échelle des valeurs sur la recherche de la puissance, de la grandeur et de la gloire. C'est le même auteur, l'abbé de Saint-Pierre, qui créera deux néologismes qui éclairent cette mutation profonde des mentalités ; l'un est péjoratif : « gloriole », l'autre est positif : « bienfaisance » (ce dernier marque par ailleurs une laïcisation par rapport à charité).

Sept grands traits semblent caractériser l'émergence de l'idée-force Europe dans une longue genèse historique dont les prémisses se trouvent dès le XIV^e siècle et dont l'épanouissement se situe au XVIII^e siècle : la notion d'équilibre entre plusieurs États à l'encontre de l'hégémonie d'une seule puissance ; la laïcisation des réalités politiques propres à chaque État comme aux relations internationales ; la modernité dans la rupture avec les Anciens et la tradition, et surtout dans la conscience d'une autocréation ; la qualification d'un espace géographique par des valeurs communes et une vie culturelle unifiante ; l'alliance difficile et féconde à la fois entre l'unité et la diversité ; un dynamisme réactif, productif et conquérant exceptionnel et permanent ; une volonté de recherche d'union pour la paix.

À la fin du XIII^e siècle et au début du XIV^e siècle a vécu un précurseur trop souvent ignoré de l'idée européenne : Pierre Dubois (1250-1321), légiste au service de Philippe le Bel. Il joue un certain rôle politique lors des états généraux de 1302 et de 1308, il prit une part active dans la guerre des pamphlets contre le pape Boniface VIII. La hardiesse de ses idées était telle que celles-ci trouvèrent peu d'écho à son époque. Il était pour la suppression du pouvoir temporel du pape, la confiscation par la Couronne des biens d'Église et l'arbitrage international ; il proposa au roi la création d'une « république chrétienne européenne », sous la suzeraineté du roi de France. Nous

voyons là que l'enfant Europe a encore du temps à accomplir pour sortir du ventre de la chrétienté médiévale, sa mère – même si par le biais du gallicanisme la laïcisation de l'Occident politique est en bonne voie, surtout si le royaume de France cherche la plénitude régaliennne en se libérant de toute tutelle, sans que toutefois l'idée d'empire, même transférée, ne soit totalement abandonnée.

Maximilien de Béthune, baron de Rosny, duc de Sully en 1606, vécut de 1559 à 1641 ; bien après la mort de son roi, il commença à rédiger ses Mémoires commencées en 1638 et parues en 1662, après sa propre mort. C'est dans cet ouvrage que le principal ministre d'Henri IV prêtait au souverain bien-aimé « le Grand Dessein » de la constitution d'une république chrétienne, englobant les divers États de l'Europe. Un pas de plus est donc accompli là sur le chemin entre chrétienté et Europe. Quant à ce que furent réellement les intentions du Béarnais, mieux vaut semble-t-il accepter la thèse de l'historien Henri Hauser, qui prend ses distances par rapport à l'imagination débordante de Sully pour s'en tenir au fait que le roi défunt cherchait obstinément une large union d'États européens capables de contenir et d'isoler la puissance espagnole menaçante pour la France, par exemple en précipitant à la veille de son assassinat des accords avec les Provinces-Unies, des princes allemands et le duc de Savoie ; nous sommes là dans le long processus de recherche de la paix par l'équilibre que pratiquèrent Louise de Savoie, Richelieu et Mazarin.

La guerre, les guerres font mûrir les idées d'organisation pour la paix en Europe depuis la fin du XVII^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle. C'est en pleine guerre de la Ligue d'Augsbourg, sous Louis XIV (1686-1697), que le Quaker William Penn (fondateur de la colonie de Pennsylvanie en 1682, placée sous le signe de l'amour fraternel) rédigea, en 1693, son Essai pour la paix présente et future de l'Europe. Il proposait de régler les conflits par l'arbitrage et d'instituer un parlement européen.

Charles-Irénée Castel, dit l'abbé de Saint-Pierre, qui vécut de 1658 à 1743, inaugure l'ère des penseurs tournés vers l'action, œuvrant pour l'utilité générale et le bien public ; il fut à la fois savant, philosophe, théologien, académicien, homme de salon, diplomate. En 1712, il accompagne le cardinal de Polignac au congrès d'Utrecht qui devait par le traité du même nom, en 1713, mettre fin à la longue et cruelle guerre de succession d'Espagne où la France de Louis XIV connut bien des revers et beaucoup de souffrances. C'est en cette même année que l'abbé Saint-Pierre publia son *Projet de paix perpétuelle* qui concerne essentiellement l'Europe mais qui, généreuse utopie, préfigure déjà ce que sera plus tard la Société des Nations. Cet homme qui annonce les Lumières veut s'adresser à l'opinion des honnêtes gens pour faire changer les institutions politiques et les mœurs sociales. Il avait combattu pour la théorie du droit des gens, il voulait supprimer les duels, créer des œuvres d'assistance pour les mendiants, perfectionner l'éducation. En 1718, dans son *Discours sur la polysynodie*, il critique l'absolutisme du feu roi Louis XIV. En 1720, avec l'abbé Alary, il créa le club de l'Entresol, il souhaite la libération des forces de travail et le perfectionnement de

la société par les sciences et l'éducation. Il exercera une influence reconnue sur les philosophes du XVIII^e siècle ; il inaugure l'ère historique où la paix est devenue un but recherché dans les relations internationales à l'instar de la politique du cardinal Fleury en France et de Robert Walpole en Angleterre, dans les années 1720-1740.

Un grand génie comme Gottfried Wilhelm Leibniz (1646-1716) applaudira le projet de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre qu'il ne juge point chimérique. Cet immense savant qui fut aussi philosophe et théologien fut souvent mêlé à beaucoup de négociations diplomatiques. Il aurait voulu détourner Louis XIV de ses projets de conquête, il écrivit en faveur du droit des gens, était partisan lui aussi de l'arbitrage international, rêvait d'unité, de conciliation et de synthèse dans tous les domaines. S'il encourage les princes allemands à s'émanciper de l'empereur, il a tendance à rechercher du côté de la France l'arbitre suprême en Europe ; nous ne sommes donc pas encore avec lui pleinement entrés dans l'ère de l'Europe de l'équilibre, mais l'idée de l'Europe de la paix et de la civilisation (même si ce mot n'apparaît en France qu'en 1756) a largement progressé.

L'idéal de paix et l'idéal européen ont progressé de concert au cours du siècle des Lumières avec le philosophe Montesquieu ou avec le ministre René Louis d'Argenson. Le philosophe Emmanuel Kant écrira en 1795 un *Traité de paix perpétuelle*, où les quatre idées d'Europe, d'union, de civilisation et de paix sont de plus en plus étroitement associées ; il est vrai cependant que l'idéal européen est indistinct, au XVIII^e siècle, d'un idéal plus vaste, celui d'humanité, d'humanisme (ce mot prend à cette époque le sens d'amitié pour l'humanité). L'idéal philanthropique, philadelphique, bref celui de « cosmopolitisme » sera bien vivant dans le monde des académies européennes ; peu à peu les droits des femmes, des protestants, des juifs, des Noirs, des justiciables sont défendus ou promus.

Dans l'Europe des Lumières, savants, philosophes et écrivains (beaucoup furent les trois à la fois) combattent pour faire triompher les valeurs de tolérance, de paix, de bonheur. Dans l'histoire universelle de l'humanisme, le XVIII^e siècle occupe une place à part (même si, au même moment l'esclavage et la traite négrière ne cessent de prospérer) : celle d'une tentative collective d'une rare audace pour rendre l'humanité plus autonome, plus maîtresse de son destin. Taine, dans *Les Origines de la France contemporaine*, écrit : « aux approches de 1789 il est admis que l'on vit dans le siècle des Lumières, l'âge de raison, qu'auparavant le genre humain était dans l'enfance, qu'aujourd'hui il est devenu majeur ». Kant, déjà, avait salué les débuts de la Révolution française en 1789 comme un « grand effort pour la cause de l'humanité », et Condorcet dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, écrit à l'automne 1793, intitule sa neuvième époque : « de Descartes à la naissance de la République française ». Hegel poussera le lyrisme épique encore plus loin en disant qu'avec les Lumières « le Ciel est descendu sur la terre ».

Si la Révolution française voulut à ses débuts s'adresser à tous les peuples de l'Europe (ce fut notamment la tâche de Condorcet) en agitant l'espoir d'une liberté partagée et d'une union fraternelle, les guerres, notamment sous l'Empire, détruisirent l'idéal équilibre européen au profit de l'hégémonie de la France. Napoléon qui parlait souvent d'identité européenne ne voyait de « repos en Europe que sous un seul chef », d'ailleurs son fils s'appellera « roi de Rome », comme les successeurs dans le Saint-Empire étaient appelés « rois des Romains ». En s'adressant un jour aux Autrichiens, il leur déclarera « vous êtes meilleurs gentilshommes que les Russes et je penche pour vous par européenisme ». Il imagine même dans son testament le projet d'Union européenne, s'étendant cette fois jusqu'à la Russie, comme étant capable dans l'avenir d'équilibrer la puissance des États-Unis d'Amérique, puissance qui ne manquera pas de s'affirmer.

Reste que les guerres napoléoniennes ont suscité des sentiments nationaux exacerbés, par ricochet, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Russie. L'idéal humaniste, les rêves d'union et la ferveur universaliste ne se retrouveront qu'avec les révolutions de 1848, la création de la Première Internationale en 1864, et celle de la Société des Nations en 1919. Le mot « cosmopolitisme » n'apparaît qu'au début du XIX^e siècle, mais il remplace en fait le mot « cosmopolisme » créé par Louis d'Argenson en 1739 et voué très vite à une grande fortune. L'Europe des Lumières est aussi celle qui rêve d'humanisme universel ; Friedrich von Schiller pourra dire : « j'écris comme citoyen du monde, ne cherchez pas à réformer une nation, contentez-vous d'être hommes » ; Ludwig van Beethoven avec sa *Neuvième Symphonie* célèbre la Cité fraternelle et universelle s'accomplissant dans la joie. Il est à noter que de nos jours l'Union européenne a choisi cette œuvre pour hymne – hymne d'une communauté qui ne se veut pas un empire mais une alliance pour la paix.

Au XIX^e siècle, l'idée européenne cheminera de nouveau dans l'opinion, et reprise par des penseurs réformateurs et souvent animés d'humanisme prophétique tels que le furent Saint-Simon, Giuseppe Mazzini, Victor Hugo : celui-ci invente en 1851 la formule des « États-Unis d'Europe ». Ernest Renan, à son tour, souhaitera la formation d'« une sorte de congrès des États-Unis d'Europe jugeant les nations, s'imposant à elles et corrigeant le principe des nationalités par le principe de la fédération ».

En 1914, dans son dernier article pour le journal *La Dépêche*, Jean Jaurès réclamait une « Europe un peu moins sauvage ». Les idées d'Europe, d'union, de civilisation (démocratique et policée), de paix progressent toujours ensemble dans les esprits. Hélas, les rêves de domestication et de maîtrise de la violence vont s'écrouler avec la guerre de 14-18 encore plus cruelle que toutes les guerres précédentes, et après laquelle l'Europe connaîtra un fort déclin ; lors du déclenchement de cette guerre Hubert Lyautey s'était écrié « ils sont fous, c'est une guerre civile ». L'idée d'Union européenne pour la paix devint cependant un espoir réel pour les peuples émergeant de la tragédie

de la Première Guerre mondiale, qui eut l'Europe pour théâtre essentiel.

En 1922, le comte Coudenhove-Kalergi lança l'idée « d'Union paneuropéenne » ; en 1926, Marc Sangnier, catholique social fondateur du Sillon, réunissait à Bierville dix mille jeunes Européens qui jurèrent fidélité à l'Europe. Le 7 septembre 1929 à Genève devant l'assemblée générale de la Société des Nations, Aristide Briand, responsable de la diplomatie française, proposa la création entre les peuples d'Europe « d'une sorte de lien fédéral », n'entamant la souveraineté d'aucune nation. Il est à remarquer que l'idée d'Union européenne pour la paix est désormais associée à l'idée de paix et de meilleure organisation du monde.

Hitler détruira l'idée d'un équilibre européen entre États, mais utilisera la force du concept européen, en parlant d'« Europe nouvelle » dans la lutte contre le bolchevisme et aussi contre la ploutocratie anglo-saxonne, et l'armée allemande inclura en son sein pendant son règne des centaines de milliers d'Européens plus ou moins volontaires, non allemands.

La fin de la barbarie nazie marque aussi la fin des rêves de surpuissance en Europe, la fin de l'hégémonie d'une seule nation, la fin de la conception impériale et la recherche d'une construction communautaire oscillant entre coopération et intégration.

Dès 1946, Winston Churchill dans un discours retentissant à Zurich proclame : « nous devons construire une sorte d'États-Unis d'Europe ». Pendant les dix années qui vont suivre, les progrès de l'idée européenne sont tels que la phase de réalisation concrète va commencer là où il n'y avait qu'idée, sentiment, projet idéal ou utopique. Plusieurs facteurs ont joué en ce sens : l'influence du Saint-Siège relayée par la force des partis démocrates-chrétiens, le refus de la guerre (les horreurs et les ruines de la Seconde Guerre mondiale ayant dépassé ceux de la Première), la volonté de s'organiser pour relancer l'économie, la nécessité de barrer la route au stalinisme déjà triomphant sur la partie est de l'Europe, la possibilité de créer dans les esprits un dépassement des nationalismes, tant les forces politiques qui les incarnaient s'étaient trouvées discréditées par la collaboration. Jean Monnet déclarera « faire l'Europe, c'est faire la paix », et près de cinquante ans plus tard, le président François Mitterrand, à Strasbourg, ne dira pas autre chose en déclarant, en substance, que « le nationalisme, c'est la guerre, et l'Europe, c'est la paix ». Le rassemblement de La Haye en 1948 qui lança son appel pour la construction d'une Europe garantissant la paix, et où avait participé Winston Churchill et François Mitterrand, fut suivi par des actes concrets que des hommes comme Robert Schuman, Paul-Henri Spaak, Alcide De Gasperi favorisèrent, comme la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) en 1951 (première communauté supranationale dans l'histoire de l'Europe), les traités de Rome en 1957 créant la Communauté économique européenne et l'Euratom, la Politique agricole commune en 1966, l'Acte unique

européen de 1986, le traité de Maastricht signé en 1991, et la création de la monnaie unique pour beaucoup de pays européens, l'euro, en 1999.

L'idée d'Europe s'est affirmée, précisée, enrichie au cours des siècles, et elle est liée à une réalité : l'émergence d'un ensemble humain et géographique, d'un espace culturel aussi, qui n'ont cessé depuis le XV^e siècle de progresser démographiquement et économiquement, en dépit des guerres et des crises, jusqu'à devenir la première puissance du globe, même sans tenir compte de la Russie. Les mentalités et les modes de vie n'y ont cessé de se modifier pour toujours atteindre à ce bonheur dont Saint-Just disait qu'il était une idée neuve dans l'Europe de la fin du XVIII^e siècle. Après avoir dominé le monde, les Européens ont affirmé un modèle de développement où le progrès social et l'équilibre entre villes et campagnes, et aussi l'importance accordée à l'héritage historique et à la culture sont des caractéristiques majeures aux côtés de l'État de droit. Il y a une conscience identitaire européenne par rapport au reste du monde, même si l'un des traits majeurs de cette identité, l'aide au développement, est l'objet de vives critiques de la part de certains analystes et de certaines forces politiques, notamment au sud. Le rôle de l'État dans l'économie est aussi l'une des caractéristiques de l'Europe qui participe au modèle européen, et de la conscience identitaire européenne.

Le rejet des prétentions impériales en son sein et dans le monde, le dépassement des États-Nations, sans leur abolition, constitue aujourd'hui le trait majeur de l'idée européenne, dans toute son originalité et dans toute sa fragilité aussi. Le rejet de la Constitution européenne en 2005 illustre la difficulté de la construction européenne et la complexité de l'idée européenne, complexité qui est elle-même un trait constitutif de l'idée européenne, comme elle est au cœur d'un idéal de paix rejetant à la fois la sujétion et la domination et recherchant l'alliance de l'unité et de la diversité, ainsi que le mariage de l'autonomie et de la coopération, de la volonté collective et de la dynamique multipolaire dans une vue plus belle et plus grande des choses comme l'étymologie grecque du mot « Europe » l'indique !

Si l'idée d'Europe a un avenir, ce ne peut être que dans la volonté d'user de la puissance pour sublimer les pulsions agressives et les identités meurtrières et contribuer à peser dans la mondialisation croissante de l'histoire en faveur de la régulation économique, sociale et environnementale. Bref, l'Europe doit agir par l'exemple et par l'action en faveur d'une civilisation universelle humaniste et polyphonique digne des grands esprits européens que furent par exemple, Érasme, Leibniz, Victor Hugo ou Jean Jaurès, tous amis de l'humanité.